

CHAPITRE V

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA DIVISION DE LA CONSTRUCTION ET DE LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

60. Une demande prévue à l'article 21 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20) est notifiée au propriétaire du chantier et à l'entrepreneur visés par le conflit ou par la difficulté d'interprétation ou d'application, à chacune des associations d'entrepreneurs énumérées au paragraphe c.1 de l'article 1 de cette loi, ainsi qu'à chacune des associations de salariés ayant un certificat de représentativité en vertu de l'article 34 de cette loi.

Toute partie identifiée dans la demande qui veut prendre part au débat dépose au Tribunal un écrit contenant les renseignements exigés d'un demandeur aux paragraphes 1^o et 2^o du deuxième alinéa de l'article 3 dans les 10 jours de la notification de la demande.

Les demandes, documents et avis qui s'ajoutent au dossier par la suite sont notifiés aux seules personnes qui ont déposé l'écrit prévu à l'alinéa précédent.

61. Pour les demandes contestant la décision d'une autorité administrative, chaque partie dépose un exposé sommaire de ses prétentions et indique les conclusions qu'elle recherche.

Un tel exposé est également requis pour les demandes prévues à l'article 21 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20) et à l'article 11.1 de la Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1) et pour celles concernant l'exercice de la liberté syndicale.

L'exposé sommaire est déposé au Tribunal dans les 30 jours de la notification de la demande.

62. Sauf si la loi qui prévoit la possibilité de contester la décision indique un délai différent, l'autorité administrative qui l'a rendue transmet au Tribunal, dans les 30 jours de la notification de la demande visée à l'article 61, une copie du dossier qu'elle possède relativement à cette décision.

63. Pour les demandes prévues à l'article 7.7 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20) et à l'article 57 du Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20, r. 8.1), les délais prévus aux articles 61 et 62 sont de 48 heures.

CHAPITRE VI

DISPOSITION FINALE

64. Les présentes règles entrent en vigueur le quinzième jour qui suit la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec*.

66429

A.M., 2017

Arrêté de la ministre responsable de l'Enseignement supérieur, en date du 30 mars 2017

Loi sur les collèges d'enseignement général
et professionnel
(chapitre C-29)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des collèges d'enseignement général et professionnel

LA MINISTRE RESPONSABLE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR,

VU l'article 18.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (RLRQ, chapitre C-29);

VU l'édiction du Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des collèges d'enseignement général et professionnel, par l'arrêté ministériel du 17 juin 2005 approuvé par le Conseil du trésor le 21 juin 2005 (C.T. 202574), et ses modifications;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier le règlement actuel et d'édicter le règlement ci-annexé;

VU l'autorisation obtenue du Conseil du trésor conformément à l'article 18.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel;

VU l'inapplicabilité de la Loi sur les règlements (RLRQ, chapitre R-18.1) à un tel règlement;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Règlement modifiant le Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des collèges d'enseignement général et professionnel, annexé au présent arrêté, est édicté.

*La ministre responsable de
l'Enseignement supérieur,*
HÉLÈNE DAVID

Règlement modifiant le Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des collèges d'enseignement général et professionnel¹

Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel
(RLRQ, chapitre C-29, a. 18.1)

1. La section VI du chapitre IV du Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des collèges d'enseignement général et professionnel, comprenant les articles 37 et 38, est abrogée.

2. Ce Règlement est modifié par l'insertion, après l'article 38, de la section suivante :

«SECTION VII RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE

38.1 Le cadre a droit à une rémunération additionnelle pour les périodes visées et selon les modalités prévues à l'annexe IV du présent règlement.

La rémunération additionnelle n'est pas considérée comme du traitement et ne fait pas partie du traitement admissible aux fins du régime de retraite.

38.2 Aux fins d'application de l'article 38.1, le traitement inclut les prestations de congé de maternité, paternité ou d'adoption, les indemnités prévues aux congés parentaux, les prestations d'assurance-salaire incluant celles versées par la CNESST, par l'IVAC et par la SAAQ ainsi que celles versées par l'employeur dans les cas d'accidents de travail, s'il y a lieu. »

3. L'annexe II de ce règlement est remplacée par la suivante :

« ANNEXE II AUGMENTATIONS DE TRAITEMENT ET ÉCHELLES DE TRAITEMENT SELON LES CLASSES DES POSTES DE CADRE

1. Les échelles de traitement et le traitement d'un cadre sont majorés selon les périodes et les paramètres suivants :

1^o Période allant du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016

Chaque échelle de traitement en vigueur au 31 mars 2015 est maintenue sans majoration;

2^o Période allant du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017

Chaque échelle de traitement en vigueur le 31 mars 2016 est majorée de 1,5 % avec effet le 1^{er} avril 2016;

3^o Période allant du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

Chaque échelle de traitement en vigueur le 31 mars 2017 est majorée de 1,75 % avec effet le 1^{er} avril 2017;

4^o Période allant du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019

Chaque échelle de traitement en vigueur le 31 mars 2018 est majorée de 2,0 % avec effet le 1^{er} avril 2018;

5^o Période allant du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Chaque échelle de traitement en vigueur au 31 mars 2019 est maintenue sans majoration.

Dans le cas des paragraphes 2^o, 3^o et 4^o le traitement du cadre est majoré à la date de prise d'effet des échelles de traitement, d'un pourcentage égal à celui de l'échelle de traitement correspondant à son classement sans toutefois que ce traitement n'excède le maximum de l'échelle de traitement de la classe d'emplois correspondant à son classement.

¹ Le Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des collèges d'enseignement général et professionnel pris par l'arrêté ministériel du 17 juin 2005 approuvé par le Conseil du trésor, C.T. 202574 du 21 juin 2005 (2005, G.O. 2, 3446) a été modifié par le règlement pris par l'arrêté ministériel du 18 mai 2006 approuvé par le Conseil du trésor, C.T. 203752 (2006, G.O. 2, 2318), le règlement pris par l'arrêté ministériel du 16 juin 2009 approuvé par le Conseil du trésor, C.T. 207978 (2009, G.O. 2, 3286), le règlement édicté par l'arrêté ministériel du 6 juin 2011 (2011, G.O. 2, 2400), le règlement édicté par l'arrêté ministériel du 11 juillet 2012 (2012, G.O. 2, 4119), le règlement édicté par l'arrêté ministériel du 10 août 2012 (2012, G.O. 2, 4437) et le règlement édicté par l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 (2015, G.O. 2, 1756).

2. Échelles de traitement

| CLASSES | TAUX au 2015-03-31 (S) | | TAUX au 2016-04-01 (S) | | TAUX au 2017-04-01 (S) | | TAUX au 2018-04-01 (S) | |
|---------|---------------------------------|---------|---------------------------------|---------|---------------------------------|---------|---------------------------------|---------|
| | Minimum | Maximum | Minimum | Maximum | Minimum | Maximum | Minimum | Maximum |
| | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | _____ |
| 10 | 86 433 | 115 244 | 87 729 | 116 973 | 89 264 | 119 020 | 91 049 | 121 400 |
| 9 | 81 650 | 108 871 | 82 875 | 110 504 | 84 325 | 112 438 | 86 012 | 114 687 |
| 8 | 77 134 | 102 846 | 78 291 | 104 389 | 79 661 | 106 216 | 81 254 | 108 340 |
| 7 | 71 838 | 95 783 | 72 916 | 97 220 | 74 192 | 98 921 | 75 676 | 100 899 |
| 6 | 66 905 | 89 207 | 67 909 | 90 545 | 69 097 | 92 130 | 70 479 | 93 973 |
| 5 | 62 310 | 83 079 | 63 245 | 84 325 | 64 352 | 85 801 | 65 639 | 87 517 |
| 4 | 58 032 | 77 375 | 58 902 | 78 536 | 59 933 | 79 910 | 61 132 | 81 508 |
| 3 | 51 788 | 69 052 | 52 565 | 70 088 | 53 485 | 71 315 | 54 555 | 72 741 |
| 2 | 46 220 | 61 624 | 46 913 | 62 548 | 47 734 | 63 643 | 48 689 | 64 916 |
| 1 | 41 247 | 54 993 | 41 866 | 55 818 | 42 599 | 56 795 | 43 451 | 57 931 |

ÉCHELLES DE TRAITEMENT DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

| Corps d'emplois | Classe | Titre du corps d'emplois | Min/Max | Taux au 2015-03-31 (S) | Taux au 2016-04-01 (S) | Taux au 2017-04-01 (S) | Taux au 2018-04-01 (S) |
|-----------------|--------|---|---------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 31 | 3 | Régisseuse ou régisseur des services communautaires | Minimum | 52 428 | 53 214 | 54 145 | 55 228 |
| | | | Maximum | 69 690 | 70 735 | 71 973 | 73 412 |
| 32 | 3 | Régisseuse ou régisseur des services de l'approvisionnement | Minimum | 52 428 | 53 214 | 54 145 | 55 228 |
| | | | Maximum | 69 690 | 70 735 | 71 973 | 73 412 |
| 35 | 2 | Agente ou agent d'administration | Minimum | 55 647 | 56 482 | 57 470 | 58 619 |
| | | | Maximum | 64 704 | 65 675 | 66 824 | 68 160 |

ÉCHELLES DE TRAITEMENT DU MAINTIEN 2010 DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

| Corps d'emplois | Classe | Titre du corps d'emplois | Min/Max | Taux au 2015-03-31 (\$) | Taux au 2016-04-01 (\$) | Taux au 2017-04-01 (\$) | Taux au 2018-04-01 (\$) |
|-----------------|--------|---|---------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| 13 | 7 | Directrice ou directeur des affaires corporatives et communications | Minimum | 71 896 | 72 974 | 74 251 | 75 736 |
| | | | Maximum | 95 862 | 97 300 | 99 003 | 100 983 |
| 17 | 7 | Directrice ou directeur de la coopération internationale et du centre spécialisé (IRPI), Maisonneuve | Minimum | 71 896 | 72 974 | 74 251 | 75 736 |
| | | | Maximum | 95 862 | 97 300 | 99 003 | 100 983 |
| 19 | 6 | Coordonnatrice ou coordonnateur de la formation continue ne relevant pas d'une direction | Minimum | 66 959 | 67 963 | 69 152 | 70 535 |
| | | | Maximum | 89 280 | 90 619 | 92 205 | 94 049 |
| 19 | 7 | Coordonnatrice ou coordonnateur de la formation continue ne relevant pas d'une direction | Minimum | 71 896 | 72 974 | 74 251 | 75 736 |
| | | | Maximum | 95 862 | 97 300 | 99 003 | 100 983 |
| 21 | 6 | Coordonnatrice ou coordonnateur de services – Ressources humaines | Minimum | 66 959 | 67 963 | 69 152 | 70 535 |
| | | | Maximum | 89 280 | 90 619 | 92 205 | 94 049 |
| 58 | 6 | Coordonnatrice ou coordonnateur du service de la coopération internationale | Minimum | 66 959 | 67 963 | 69 152 | 70 535 |
| | | | Maximum | 89 280 | 90 619 | 92 205 | 94 049 |
| 58 | 6 | Coordonnatrice ou coordonnateur des communications | Minimum | 66 959 | 67 963 | 69 152 | 70 535 |
| | | | Maximum | 89 280 | 90 619 | 92 205 | 94 049 |
| 58 | 6 | Coordonnatrice ou coordonnateur des affaires corporatives et des communications | Minimum | 66 959 | 67 963 | 69 152 | 70 535 |
| | | | Maximum | 89 280 | 90 619 | 92 205 | 94 049 |
| 58 | 6 | Coordonnatrice ou coordonnateur des affaires corporatives | Minimum | 66 959 | 67 963 | 69 152 | 70 535 |
| | | | Maximum | 89 280 | 90 619 | 92 205 | 94 049 |
| 58 | 6 | Directrice générale ou directeur général et artistique de la Salle Pauline Julien | Minimum | 66 959 | 67 963 | 69 152 | 70 535 |
| | | | Maximum | 89 280 | 90 619 | 92 205 | 94 049 |
| 58 | 7 | Coordonnatrice ou coordonnateur de centre spécialisé (Jonquière-Centre linguistique, Jonquière-NAD, Jonquière-ECOBES) | Minimum | 71 896 | 72 974 | 74 251 | 75 736 |
| | | | Maximum | 95 862 | 97 300 | 99 003 | 100 983 |
| 59 | 6 | Coordonnatrice ou coordonnateur de services – Formation continue relevant d'une direction | Minimum | 66 959 | 67 963 | 69 152 | 70 535 |
| | | | Maximum | 89 280 | 90 619 | 92 205 | 94 049 |
| 145 | 10 | Directrice ou directeur de la formation continue (Marie-Victorin) | Minimum | 86 709 | 88 010 | 89 550 | 91 341 |
| | | | Maximum | 115 610 | 117 344 | 119 398 | 121 786 |
| 166 | 7 | Coordonnatrice ou coordonnateur de services – Formation continue relevant d'une direction | Minimum | 71 896 | 72 974 | 74 251 | 75 736 |
| | | | Maximum | 95 862 | 97 300 | 99 003 | 100 983 |

».

4. L'annexe III de ce règlement est remplacée par la suivante :

**«ANNEXE III
PRIME DE SOIR, PRIME DE FIN DE SEMAINE ET PRIME DE NUIT
(cadres de gérance)**

| PRIMES | TAUX jusqu'au 2015-03-31 | TAUX au 2015-04-01 | TAUX au 2016-04-01 | TAUX au 2017-04-01 | TAUX au 2018-04-01 | TAUX à compter du 2019-04-02 |
|-------------------------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------------------|
| Prime de soir | 0,73 \$/h | 0,73 \$/h | 0,74 \$/h | 0,75 \$/h | 0,77 \$/h | 0,79 \$/h |
| Prime de fin de semaine | 2,98 \$/h | 2,98 \$/h | 3,02 \$/h | 3,07 \$/h | 3,13 \$/h | 3,19 \$/h |
| Prime de nuit (années d'ancienneté) | | | | | | |
| 0 à 5 ans | 11 % | 11 % | 11 % | 11 % | 11 % | 11 % |
| 5 à 10 ans | 12 % | 12 % | 12 % | 12 % | 12 % | 12 % |
| 10 ans et plus | 14 % | 14 % | 14 % | 14 % | 14 % | 14 % |

».

5. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe III, de la suivante :

**«ANNEXE IV
RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE**

1. Période allant du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016

Le cadre a droit à une rémunération additionnelle correspondant à 1,0 % du traitement reçu du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016;

2. Période allant du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Le cadre a droit à une rémunération additionnelle correspondant à 0,5 % du traitement reçu du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.»

6. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

66457

A.M., 2017

Arrêté du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport en date du 30 mars 2017

Loi sur l'instruction publique
(chapitre I-13.3)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des commissions scolaires et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT,

VU l'article 451 de la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3);

VU l'édition du Règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des commissions scolaires et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, par l'arrêté ministériel du 10 mai 2012 approuvé par le Conseil du trésor le 8 mai 2012 (C.T. 211408);